Cette élection américaine qui parle de nous

Par Natacha Polony

Dans quelques jours sera tranchée l'élection la plus pitoyable de l'histoire américaine. Un spectacle affligeant offert par la « grande démocratie » qui entend si souvent donner des leçons au monde, et s'imposer en modèle. Mais de cette élection, les Français n'auront eu que le miroir déformant de médias hexagonaux occupés à se boucher le nez devant les sorties effarantes et vulgaires du clown milliardaire. Une façon de nous faire oublier l'essentiel : jamais une élection n'a à ce point montré de proximité entre les forces qui agitent l'Amérique et celle qui travaillent l'Europe dans son ensemble et la France en particulier.

On peut considérer avec un brin de mépris ces personnages emblématiques de l'Amérique profonde, ces groupies improbables de Trump persuadées que porter une arme est un droit de l'homme. On peut en tirer la conclusion que le suffrage universel donne un pouvoir à des gens trop peu formés pour en mesurer la portée. Ou bien on peut tenter de comprendre pourquoi des millions d'Américains, qui ne sont pas tous demeurés, s'appêtent à voter pour un homme immonde et pas au niveau. D'autant que ceux qui sont horrifiés à la pensée qu'on puisse laisser un bulletin de vote entre les mains d'un électeur assez déraisonnable pour ne pas voter Clinton sont aussi scandalisés que des gens « majoritairement les moins diplômés » aient précipité le Royaume-Uni dans le chaos en votant le Brexit ou que d'autres puissent voter FN alors qu'on leur répète depuis tant d'années que c'est mal.

Le phénomène Trump n'est que la traduction d'un mouvement de fond qui ébranle toutes les sociétés occidentales : la révolte des petites classes moyennes déstabilisées dans leur identité par la lame de fond d'une mondialisation qui avait déjà emporté les classes ouvrières. Bien sûr, le discours médiatique leur vend la réduction de moitié de l'extrême pauvreté dans le monde – grand argument des derniers défenseurs de la mondialisation heureuse – ou le merveilleux progressisme de l'émancipation des minorités, jusqu'à l'éclatement de toute communauté nationale en une myriade de groupes de pression aux revendications divergentes mais jamais rassasiés de droits et de réparation postcoloniale : l'abandon de toute politique d'intégration permet de remplacer la question sociale par le noble combat contre les pulsions racistes de ces classes populaires si peu ouvertes à l'Autre. Au moins l'Amérique ou le Royaume-Uni ont-ils les outils pour regarder en face des phénomènes

que la France se refuse à mesurer, comme la disparition des classes populaires blanches dans les centres-villes des métropoles.

La sortie de l'extrême pauvreté pour des millions d'individus dans le monde s'est faite essentiellement sur le dos des classes moyennes et populaires des pays occidentaux dont pouvoir d'achat, protections et repères culturels sont attaqués. Le creusement des inégalités, la destruction de l'école et de son rôle d'ascenseur social, tout contribue à les déstabiliser.

Les classes moyennes ont été le pilier sur lequel s'est bâtie puis consolidée la démocratie. Elles ont soutenu un régime qui, en renouvelant ses élites, leur offrait l'espoir de voir leurs enfants vivre mieux qu'elles. Tout au long du XXe siècle, elles ont donc choisi le capitalisme contre le communisme, signant une alliance de fait avec les classes dominantes. Tous les progrès sociaux de l'après-guerre, la répartition de la valeur ajoutée, la protection sociale, furent conquis sous la menace du communisme. À partir du moment où celui-ci s'est effondré, les classes moyennes ne sont plus d'aucune utilité. Se remet en place le capitalisme dans sa forme la plus brutale et prédatrice.

Cela ne peut se faire qu'en maintenant la fiction d'un système démocratique appuyé sur le consentement des électeurs. Une sorte de totalitarisme soft dont on ne perçoit que par intermittence la violence. Quand le Parti démocrate a besoin de truquer les primaires pour éviter l'émergence d'un Bernie Sanders, quand des hiérarques du Parti républicain doivent appeler à voter Clinton, meilleure représentante des intérêts de Wall Street et des lobbys énergétiques et militaires. En Europe, ce sera la résistance farouche d'un Junker, artisan de l'évasion fiscale vers le Luxembourg, pour imposer les traités de libre-échange en évitant au maximum tout processus démocratique qui pourrait servir d'écho au refus des peuples européens.

Ce qui reste de démocratie dans les pays occidentaux laisse éclater les bouillonnements de ces populations conscientes qu'elles ont perdu la lutte des classes. Ces bouillonnements ressemblent parfois aux éructations de l'histriion Trump. Mais ils pourraient aussi, un jour prochain, mettre en danger le système et ressembler à une de ces révolutions dont la France a le goût.